



*Original : Anglais*

**UPAP/CAT/CFA/01/2024 - Doc N°09**

**Commission finances et administration (C2)**  
**05 au 07 juin 2024**

**États financiers intérimaires de l'Union pour l'exercice clos au 30 avril 2024**

<b>1. Objet</b> <ul style="list-style-type: none"><li>États financiers intérimaires de l'UPAP pour l'exercice clos au 30 avril 2024</li></ul>	<b>Références/paragraphes</b>  Article 31 du Règlement financier de l'Union panafricaine des postes
<b>2. Décisions attendues</b> <ul style="list-style-type: none"><li>Prendre note des états financiers intérimaires pour l'exercice clos au 30 avril 2024</li><li>Formuler des observations et/ou d'éventuelles orientations pertinentes</li></ul>	Résolution n°04/UPAP/PC/VII/2008

**1. Introduction**

1.1 Les états financiers intérimaires de l'Union panafricaine des postes pour l'exercice clos au 30 avril 2024 sont dressés et présentés à la Commission finances et administration en vertu de l'article 31 du Règlement financier de l'Union et de la résolution n°04/UPAP/CP/VII/2008 de la 8ème session ordinaire de la Conférence des plénipotentiaires relative à la « Mise en conformité aux Normes comptables internationales pour le secteur public (IPSAS).

1.2 La Commission finances et administration est priée de prendre acte dudit rapport, du niveau de réalisation des programmes adoptés, des principes comptables employés pour l'élaboration des états financiers Elle est également invitée à formuler des éventuelles observations ou des propositions en cas de besoin.

**2. Résumé des principales conventions comptables**

**2.1 Comptabilisation des recettes**

2.1.1 Les recettes ne sont comptabilisées que dans la mesure où leurs avantages économiques reviennent à l'Union et qu'elles peuvent être évaluées de façon fiable.

- 2.1.2 En effet, les contributions annuelles ainsi que les intérêts pour retard ou défaut de paiement desdites contributions, obligations statutaires de l'ensemble de membres de l'Union, sont reconnus selon la méthode de la comptabilité d'exercice.
- 2.1.3 Les dons et subventions sont comptabilisés à condition d'obtenir l'assurance raisonnable de ce que ces derniers seront effectivement reçus et l'ensemble des conditions y afférentes sera respecté.
- 2.1.4 Lorsque la subvention se rapporte à une charge, elle est comptabilisée en recettes sur la période correspondante afin de l'assortir de manière systématique aux coûts qu'elle est censé compenser.
- 2.1.5 Lorsque la subvention se rapporte à un actif, la juste valeur est portée au crédit d'un compte des subventions d'investissement et imputée à l'état de la performance financière sur la durée de vie escomptée de l'actif concerné, par tranches annuelles égales.
- 2.1.6 Les produits d'intérêts tirés du compte de dépôt à terme sont comptabilisés aux compte de résultats selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

## **2.2 Provision pour obligations**

- 2.2.1 Les charges estimatives sont comptabilisées lorsque l'Union a une obligation en cours, (juridique ou implicite) résultant d'évènements précédents et qu'il est probable qu'un décaissement incorporant des bénéfices économiques sera nécessaire pour honorer l'obligation et qu'une estimation fiable du montant pourra être faite.
- 2.2.2 Lorsque pour des raisons spécifiques, il s'avère impossible de payer certaines dépenses avant la clôture de l'année financière, une dotation reste disponible pour les trois (03) mois qui suivent la fin de l'année financière à laquelle elles se rapportent en vue d'honorer les obligations non payées.
- 2.2.3 Les crédits correspondants sont affectés à une « compte d'obligations » et les dépenses déjà engagées imputées audit compte. Les crédits non utilisés sont traités conformément aux dispositions du Règlement financiers.

## **2.3 Avantages sociaux**

- 2.3.1 L'Union dispose d'un régime de retraite contributif à prestations déterminées selon lequel l'employeur contribue à hauteur de 15% et l'employé à hauteur d'un minimum de 7,5% et d'un maximum ne dépassant pas 22,5% de son traitement de base mensuel.
- 2.3.2 Les cotisations de l'Union à la Caisse de retraite sont imputées à l'état des résultats de l'année où elles sont exigibles, et des dotations constituées pour le passif résiduel du régime de retraite contributif en fin d'exercice.

## **2.4 Immobilisations corporelles**

- 2.4.1 Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au prix de revient diminué des coûts d'entretien courant, des amortissements et baisses de valeur cumulatifs.
- 2.4.2 Ce coût comprend le coût d'un remplacement partiel au moment ledit coût est encouru, sous réserve de satisfaire aux critères de comptabilisation.
- 2.4.3 L'amortissement est calculé sur une base linéaire en fonction de la durée d'utilisation des actifs. Les principaux taux annuels d'amortissement appliqués à cet effet sont les suivants :

Véhicules automobiles	12,5%
Équipement ménager	10%
Meubles de ménage	8,5%
Mobilier de bureau	8,5%
Matériel de bureau	10%
Bâtiments de bureau	4%
Matériel informatique	20%

- 2.4.4 Les valeurs comptables des immobilisations corporelles sont passées en revue pour déterminer si elles ont subi une baisse lorsque des événements ou des changements de circonstances peuvent laisser entrevoir que ces valeurs comptables peuvent être irrécouvrables.
- 2.4.5 Un élément inscrit dans les immobilisations corporelles est sorti du bilan lorsqu'il fait l'objet de cession ou lorsqu'aucun bénéfice économique n'est attendu de son utilisation ou de sa cession. Toute perte ou tout profit découlant de la non-comptabilisation de cet actif (la différence entre le bénéfice net réalisé sur la vente et la valeur comptable de l'actif) est inscrit dans l'état des résultats de l'exercice financier au cours duquel l'actif est sorti du bilan.
- 2.4.6 Les valeurs résiduelles, durées de vie utiles et les méthodes de comptabilisation sont examinées et ajustées au besoin, à la clôture de chaque exercice.
- 2.4.7 Conformément aux dispositions de la norme IPSAS relatives à la communication d'informations, les biens corporels ci-après de l'Union et déjà totalement amorti sont toujours en service faute de moyens pour procéder à leur remplacement :
- ✓ Mercedes Benz E200 Kompressor berline acquise en mars 2002 ;
  - ✓ Toyota 4X4 Hilux Surf acquise en novembre 2003 ;
  - ✓ Mercedes Benz E200 Kompressor berline acquise en novembre 2002 ;

## **2.5 Transactions en devises étrangères**

- 2.5.1 La monnaie officielle et de fonctionnement de l'Union est le dollar américain. Les transactions en devises étrangères sont converties en dollars américains (\$EU) en utilisant le taux de change en vigueur à la date de la transaction.
- 2.5.2 Les valeurs monétaires d'actifs et de passifs de fin d'exercice, libellées en monnaie locale ou étrangère sont converties en dollars américains (\$EU) au taux en vigueur à la date de comptabilisation.
- 2.5.3 Les plus-value et moins-values de change résultant de ces transactions et de la conversion en fin d'exercice d'autres devises de libellé d'actifs et de passifs, sont comptabilisés dans l'état de la performance financière.

## **2.6 Dépréciation d'actifs financiers**

- 2.6.1 L'Union détermine à chaque date de clôture s'il existe un indice objectif montrant qu'un actif financier ou un groupe d'actifs financiers a perdu de la valeur.
- 2.6.2 Un actif financier ou un groupe d'actifs financiers est réputé durablement déprécié et exposé à des pertes de valeur enregistrée si et si seulement il peut être prouvé qu'un ou plusieurs événements qui se sont produits après la comptabilisation initiale de l'actif ("événement générateur de perte") et que ledit/lesdits événement(s) vont ainsi générer une baisse quantifiable des flux de trésorerie escomptés.

## **2.7 Encaisse et dépôts à court terme**

- 2.7.1 Les espèces et quasi espèces désignent les liquidités disponibles et les dépôts à court terme ayant une échéance initiale de douze mois ou moins.

## **2.8 Comptes à recevoir**

- 2.8.1 les créances sont comptabilisées pour leur montant initial, diminué des dépréciations estimées nécessaires en cas de risque de non-recouvrement.
- 2.8.2 Une provision est constituée pour les arriérés de contributions statutaires des États membres conformément à la résolution **n°10/UPAP/CA/XXXVII/2018** du Conseil d'administration lorsqu'il existe des éléments de preuve tangibles qu'il sera impossible à l'Union de recouvrer une dette.

- 2.8.3 Les créances irrécouvrables sont annulés après identification et approbation par la Conférence des plénipotentiaires.

## **2.9 Subventions**

- 2.9.1 Les subventions d'investissement relatives aux immobilisations corporelles sont inscrits au passif à long terme et crédité au compte de résultats selon la méthode linéaire sur la durée de vie estimative de l'actif en question. .
- 2.9.2 Les subventions à titre de revenu sont inscrits au passif à court terme à titre de produits reportés et crédité au compte de résultats après leur emploi.

## **2.10 Inventaires**

- 2.10.1 Les inventaires ne sont pas stockés en grandes quantités mais plutôt détenus à usage propre, et dans la plus part des cas, il s'agit uniquement de fournitures de bureau et des articles-cadeaux symboliques stockés en petites quantités.
- 2.10.2 Les inventaires sont comptabilisés selon la méthode de la valeur minimale et de la valeur de réalisation nette. La valeur de réalisation nette correspond au prix de vente estimatif dans le cours normal des affaires, diminué des coûts estimés pour l'achèvement et des coûts estimés nécessaires pour la réalisation de la vente.

## **2.11 Impôts sur le revenu**

- 2.11.1 L'Union panafricaine des postes est exonérée d'impôts en vertu de l'annexe 4 de la loi sur les immunités et les privilèges diplomatiques et consulaires (N° 5 de 1986) et de l'ordonnance N° GN 120 de 1975 sur les mêmes immunités et privilèges diplomatiques et consulaires. Un avenant à l'accord de siège qui intègre l'exonération de la TVA a été signé entre l'UPAP et la République unie de Tanzanie en 2020.
- 2.11.2 Les montants perçus par les personnes ayant droit aux privilèges conférés par la loi sur les immunités et les privilèges diplomatiques et consulaires sont exonérées d'impôt sur le revenu en vertu de l'article 1(c) de l'annexe 2 de la loi de 2004 de la République unie de Tanzanie fixant l'impôt sur le revenu.
- 2.11.3 L'Union postale panafricaine est exonérée du paiement de toutes les formes d'imposition par la République-Unie de Tanzanie.

## **2.12 Soldes de fonds et réserves cumulés**

- 2.12.1 Le solde de fonds cumulés représente le résultat net d'exploitation des onze (11) mois de l'exercice financier 2023/2024 et des périodes antérieures.
- 2.12.2 Un fonds de réserve est maintenu pour la comptabilisation des sommes budgétisées et non utilisées, inscrites au crédit de chaque élément à la clôture de chaque exercice et effectivement recueillies auprès des États membres.
- 2.12.3 Les plafonds de ce fonds sont fixés par le Conseil. Sur approbation du Conseil, des retraits sont effectués sur ce compte pour le financement du budget actuel de l'Union lorsque cela s'avère nécessaire.

## **3.0 Estimations comptables critiques et appréciations**

- 3.0.1 Les états financiers sont dressés conformément aux normes IPSAS et au Règlement financier de l'Union qui imposent l'application de certaines estimations comptables critiques.
- 3.0.2 Il incombe également à la Direction de faire preuve de discernement dans l'application des conventions comptables de l'Union. Les estimations et les hypothèses formulées par l'Union auront une incidence sur les valeurs de l'actif et du passif sur l'exercice suivant.
- 3.0.3 Les estimations et les appréciations sont évaluées en permanence et fondées sur des éléments historiques et d'autres facteurs, notamment l'anticipation de la survenance d'événements jugés raisonnables dans le cas d'espèce.

## **3.1 Établissement de la durée de vie des immobilisations corporelles**

- 3.1.1 La Direction fait preuve de jugement raisonnable pour évaluer la durée de vie des immobilisations corporelle et par conséquent, des taux d'amortissement desdites immobilisations corporelles ont été adoptés par le Conseil.

## **3.2. Dépréciation d'actifs non financiers**

- 3.2.1. L'Union appréciera si ou non il existe des indicateurs de dépréciation pour l'ensemble des actifs non financiers à chaque date de clôture.
- 3.2.2. Les actifs non financiers sont soumis à un test de dépréciation lorsqu'il existe des indicateurs qui porte à croire que leurs valeurs comptables pourraient être irrécupérables. Lorsque la valeur d'utilité sert de base de calcul, la direction évalue les flux de trésorerie prévus à partir de l'actif ou de l'unité génératrice de trésorerie, et adopte un taux

d'actualisation adéquat pour le calcul de la valeur actualisée nette des flux de trésorerie.

#### **4. Gestion des risques financiers**

- 4.1. L'Union est notamment exposée au risque financier, de crédit et de liquidité. Le Secrétariat général assure la gestion de ces risques.
- 4.2. Il bénéficie de l'appui des Commissions administratives et techniques ainsi que des groupes de travail qui formulent des conseils en matière de gestion des risques financiers et de mise en place d'un cadre de gouvernance adapté en la matière.
- 4.3. Est considéré comme risque de crédit majeur, le non respect de leurs obligations financières de certains États membres vis-à-vis de l'Union, occasionnant d'éventuelles pertes financières et l'incapacité de réaliser les activités budgétisées.
- 4.4. Il existe un risque sérieux de liquidité laissant penser que l'Union pourrait ne pas disposer d'assez de liquidités pour faire face à ses obligations financières. Toutefois, ce risque est atténué par l'accord de siège aux termes desquels l'Union reçoit une avance de trésorerie équivalente à cinquante pour cent du budget approuvé en attendant la réception des contributions obligatoires des États membres et des membres associés.

#### **5. Engagements de capitaux**

- 5.1. Il existe un Accord de coentreprise (joint venture) conclu entre l'Union panafricaine des postes (UPAP) et la « TCRA » (Autorité de la régulation des communications) le 12 mars 2014, avec avenant daté du 18 juin 2021 pour la construction du nouveau siège de l'UPAP baptisé « PAPU House », sis à l'adresse Plot No. 114, Block Z, Golf Course, Arusha City.
- 5.2. Au titre de sa contribution au projet, l'UPAP a engagé un montant global de 8 186 644 \$EU. Ce montant comprend la valeur du terrain et des bâtiments existants qui s'élève à 4 186 644 \$EU et un apport en numéraire de 4 000 000 \$EU. Cet engagement a été entièrement satisfait avant l'inauguration de la Tour UPAP.
- 5.3. En vertu de cet Accord, l'UPAP a droit à la propriété à 60% tandis que la TCRA en a droit à 40%.

## 6. Exécution budgétaire

- 6.0.1 En vertu des dispositions des Actes en la matière, le budget de l'UPAP est financé par les contributions annuelles statutaires des États membres et des Membres associés selon le barème fixé par la Conférence, ainsi que par tout autre fonds, notamment les éventuelles contributions extra-budgétaires mises à disposition de l'Union sous réserve de l'approbation du Conseil d'administration.
- 6.0.2 Les montants des recettes et des dépenses présentés dans la note aux états financiers correspondent aux chiffres adoptés par la Conférence des plénipotentiaires conformément à l'article 12 du Règlement financier et aux Actes de l'Union panafricaine des postes (version 2021).
- 6.0.3 Les points saillants de l'exécution budgétaire sur la période de référence sont les suivants :

### 6.1. Réalisation du budget des recettes

Rubrique	Budget	Réalisé	Écart	Taux de réalisation (%)
Contributions des États membres	1 274 782	722 026	552 755	56,6
Contributions des membres associés	16 667	24 990	(8 323)	149,9
Arriérés de contribution	50 000	352 371	(302 371)	704,7
Arriérés du plan d'amortissement	48 333	57 652	(9 319)	119
Cotisations volontaires	25 000	-	25 000	-
Contribution statutaire au projet « PAPU House »	141 667	83 826	57 841	59
Dons/subventions	165 000	166 860	(1 860)	101
Produit des investissements	8 167	17 710	(9 543)	217
Produits et activités réalisés par l'Union	-	-	-	-
Recettes diverses	1 817	9 441	(7 624)	520
Retraits sur fonds de réserve	-	-	-	-
Pénalités/amendes	5 667	33 352	(27 686)	589
	<b>1 737 098</b>	<b>1 468 228</b>	<b>268 870</b>	<b>84,5</b>



- 6.1.1. Il n'y a aucune évolution par rapport à la performance de 56,6% des contributions statutaires annuelles des États membres pour l'exercice 2023/2024 (2022/2023 : 56,5%) et ceci traduit clairement les problèmes persistants de contribution depuis la création de l'Union jusqu'à ce jour. Vingt-deux (22) sur les quarante-cinq (45) États membres n'ont pas versé leur contribution annuelle obligatoire et, si le Conseil d'administration ne remédie pas d'urgence et de manière concluante à cette situation, de sérieux doutes pèseront sur la capacité de l'Union à poursuivre ses activités.
- 6.1.2. Les auditeurs externes n'ont cessé de souligner cette problématique dans leurs rapports annuels, or le taux de règlement des contributions annuelles des États membres ne s'améliore guère d'année en année. Malgré les possibilités d'obtenir des dérogations pour les contributions obligatoires impayées depuis longtemps, seuls le Liberia et la Libye ont jusqu'à présent exprimé leur intérêt à profiter de la résolution de la Conférence des plénipotentiaires au cours du cycle quadriennal 2021-2025.
- 6.1.3. La progression significative de 705 % des arriérés de contributions est due en grande partie au règlement des contributions obligatoires impayées depuis près de sept ans du Ghana ainsi que des arriérés de neuf autres États membres.
- 6.1.4. Il devient de plus en plus difficile de procéder à la perception des contributions statutaires auprès des États membres au cours du même exercice financier, conformément aux prévisions budgétaires, ce qui entrave la capacité de l'Union à exécuter les programmes et les activités validés dans le courant du même exercice.
- 6.1.5. Les dons et subventions ont dépassé le budget en raison de l'assistance financière de l'UPU, du Groupe La Poste France et de l'United States Postal Service.

## 6.2. Réalisation du budget des dépenses

Rubrique	Affectations (A)	Dépenses (B)	Solde (C)	Pourcentage (Report*100)
Traitements et salaires	411 887	409 500	2 386	99%
Dépenses communes de personnel	544 549	505 912	38 637	93%
Frais de déplacement pour missions officielles	56 500	30 847	25 652	55%
Entretien des locaux et du matériel	72 442	36 442	36 000	50%
Communication	43 064	13 852	29 212	32%
Autres charges	87 702	36 749	50 954	42%

Ateliers, conférences et projets	211 265	175 189	36 077	83%
<b>Sous-total</b>	<b>1 427 410</b>	<b>1 208 491</b>	<b>218 918</b>	<b>66%</b>
Dépenses d'investissement	338 990	90 043	248 946	26%
<b>Total général</b>	<b>1 766 399</b>	<b>1 298 534</b>	<b>467 865</b>	<b>74%</b>

6.2.1. Les dépenses courantes et les dépenses d'investissement ont été maintenues dans les limites du budget approuvé, conformément au règlement financier de l'Union.

6.2.2. La tenue d'ateliers, de conférences et de projets a été améliorée grâce au soutien du service postal des États-Unis, membre associé de l'UPAP, qui a parrainé la 3e conférence sur la philatélie qui s'est tenue à Rabat, au Royaume du Maroc.

6.2.3. L'Union a été en mesure de respecter et même de dépasser légèrement son engagement financier dans le projet de la Tour UPAP, achevée le 23 août 2023 et inaugurée par le Dr Samia Suluhu Hassan, présidente de la République unie de Tanzanie, le 2 septembre 2024.

## 7. Résumé des résultats financiers intérimaires

7.0.1 Dans l'intervalle, les résultats financiers sur une période de onze (11) mois close au 30 avril 2024 affichent un excédent d'exploitation se chiffrant à la somme de 309 908 \$EU (contre 248 699 \$EU en 2022/2023) tel que présenté dans l'état récapitulatif de la situation financière ci-après :

### 7.1 État des résultats financiers

	Notes d'accompagne ment	2023/ 2024	2022/ 2023
<b>Recettes</b>			
Contributions des États membres	1	1 274 782	695 335
Autres recettes	4	492 871	373 493
Amortissement de la subvention d'investissement	11	2 469,36	1 347
		<b>1 770 122</b>	<b>1 070 175</b>
<b>Dépenses</b>			
Traitements et salaires		409 500	205 918

Dépenses communes de personnel		505 912	288 472
Frais généraux	3	117 890	32 760
Ateliers, conférences et projets		175 189	20 196
Amortissement des immobilisations corporelles		17 816	6 586
Dotation pour créances douteuses		233 907	267 544
		<b>1 460 214</b>	<b>821 476</b>
Excédent sur l'exercice		<b>309 908</b>	<b>248 699</b>

Un **excédent d'exploitation provisoire de 309.908** a été enregistré au cours des 11 premiers mois de l'exercice 2023/2024.

## 7.2 État de la situation financière

### ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE AU 30 AVRIL 2024

	Notes d'accompagne ment	2023/ 2024 \$EU	2022/ 2023 \$EU
<b>Actifs</b>			
<b>Actifs à long terme</b>			
Immobilisations corporelles		218 673	145 814
Fonds à bail		-	-
		<b>218 673</b>	<b>148 814</b>
<b>Investissements</b>			
Investissement Tour UPAP	12	<b>8 171 760</b>	<b>7 818 486</b>
<b>Actifs à court terme</b>			
Arriérés de contribution des États membres		1 844 145	1 802 651
Arriérés de contribution des membres associés		73 750	102 500
Débiteurs divers	7	12 626	6 658
Liquidités et soldes bancaires	8	895 770	477 126
Caisse de retraite		806 428	650 363
		<b>3 632 719</b>	<b>3 039 297</b>

<b>Total de l'actif</b>		<b>12 023 151</b>	<b>11 003 597</b>
<b>Actif net, passif à long terme et à court terme</b>			
<b>Actif net</b>			
Fonds cumulés		6 329 783	5 821 964
Fonds d'investissement		4 112 283	4 112 283
		<b>10 442 066</b>	<b>9 934 247</b>
<b>Passif à long terme</b>			
Subventions d'investissement		<b>43 556</b>	<b>47 372</b>
<b>Passif à court terme</b>			
Contributions reçues à l'avance	5	114 444	305 803
Créditeurs divers	6	616 658	65 812
Caisse de retraite		806 428	650 363
		<b>1 537 529</b>	<b>1 021 978</b>
<b>Total actif et passif nets</b>		<b>12 023 151</b>	<b>11 003 597</b>
<b>FONDS ACCUMULES</b>			
Solde reporté		10 132 159	9 418 003
Autres réserves		-	-
Excédent/(déficit) des recettes par rapport aux dépenses		<b>309 908</b>	<b>516 243</b>
		<b>10 442 066</b>	<b>9 934 247</b>

### 7.3 État des flux de trésorerie

	<b>2023/ 2024 \$EU</b>	<b>2022/ 2023 \$EU</b>
Activités de fonctionnement		
Excédent sur l'exercice	309 908	516 243
Régularisation des éléments hors trésorerie :		
Amortissement	17 816	6 586
Subventions d'investissement décaissées	(2 469)	(1 347)
Provision pour arriérés de contributions	233 907	-
Plus-value/moins-value sur cession d'actif	-	-
Excédent de fonctionnement avant variation du fonds de roulement	<b>559 161</b>	<b>521 483</b>

(Hausse)/baisse des arriérés de contribution	322 805)	12 819
(Hausse)/baisse des débiteurs divers	(8 002)	22 331
Hausse/(baisse) des créditeurs divers	528 413	(159 588)
Hausse/(baisse) des obligations	26 250	(43 137)
(Baisse)/hausse des contributions reçues à l'avance	(30 624)	224 616
<b>Flux de trésorerie nets liés aux activités d'exploitation</b>	<b>752 394</b>	<b>578 524</b>
Activités d'investissement		
Investissement Tour UPAP	(83 826)	(630 551)
Plus-value/moins-value sur cession d'actif	-	-
Acquisition des immobilisations corporelles	(4 664)	-
	(88 490)	(630 551)
Flux de trésorerie nets (destinés aux)/provenant des activités d'exploitation	<b>663 904</b>	<b>(52 027)</b>
Espèces et quasi-espèces		
En début d'exercice	231 866	529 153
En fin d'exercice	<b>895 770</b>	<b>477 126</b>

## 7.4 État de l'évolution de l'actif net

	Fonds cumulés \$EU	** Autres réserves \$EU	Total \$EU
au 01.06.2023	6 019 876	4 112 283	10 132 159
Excédent/(déficit) sur la période	309 908	-	309 908
Réévaluation des terrains et des immeubles	-	-	-
au 30.04.2024	<b>6 329 783</b>	<b>4 112 283</b>	<b>10 442 067</b>
au 01.06.2022	5 305 720	2 077 956	7 383 677
Excédent/(déficit) sur l'exercice	714 155	-	714 155
Réévaluation des terrains et des immeubles	-	2 034 327	2 034 327
au 31.05.2023	<b>6 019 876</b>	<b>4 112 283</b>	<b>10 132 159</b>

**NB :**

\*\* Juste valeur du terrain investi au capital de la coentreprise

## 7.5 Notes et annexes aux états financiers

Les états financiers intermédiaires de la période close au 30 avril 2024 sont présentés accompagnés des notes dans le document n°09 annexe 09.1 ci-après : -

### Notes d'accompagnement

1. État des contributions statutaires des États membres au 30 avril 2024
2. État des contributions statutaires des membres associés
3. Frais d'administration
4. Autres recettes
5. Contributions statutaires reçues d'avance
6. Crédoeurs divers
7. Débiteurs divers
8. Liquidités et soldes bancaires
9. Obligations
10. Tableau d'amortissement des immobilisations
11. Amortissement de la subvention d'investissement
12. Investissement Tour UPAP